

Place de la prévention dans le système de santé tunisien : enjeux et perspectives

Par le Docteur Kamel JAAFAR

Ancien Directeur adjoint de l'institut National de Médecine du Travail et d'Ergonomie
Membre d'Honneur de la Société Tunisienne de Médecine de Travail

« Le médecin du futur ne donnera pas de médicaments ; il formera ses patients à prendre soin de leur corps, à la nutrition et aux causes et à la prévention des maladies¹ »

Thomas Alva EDISON, 1903

L'auteur de cette citation ne croyait pas si bien dire à une époque où l'humanité commençait déjà à triompher des grandes infections ravageuses qu'étaient la rage, la peste, le charbon, la diphtérie et toutes les autres qui la menaçaient dans son existence même

De fait l'épopée Pasteurienne, écrite et réalisée par la « bande à Pasteur » qui essaima partout dans le monde francophone-instituts Pasteur, d'un côté, et les travaux de l'éminent docteur Robert Koch en Allemagne, de l'autre, ont permis grâce à l'avènement de la « microbiologie » et de ses applications les formidables avancées pour la santé humaine et même animale par la sérothérapie d'abord mais principalement et par la suite par la vaccination préventive qui a sauvé des dizaines de millions de personnes depuis.

Notez bien que Thomas Edison n'est pas médecin et n'a rien à voir avec le milieu médical ; ce citoyen Américain autodidacte, renvoyé de l'école primaire pour hyperactivité, est de l'avis de tous le plus grand chercheur scientifique et le plus prolifique inventeur de tous les temps. Il a notamment et entre autres inventé le phonographe et la lampe électrique à incandescence et créé toute une cité industrielle regroupant plusieurs usines dont un groupe formera par la suite le géant mondial Général électrique. Il disait qu'il voulait faire quelque chose pour améliorer le vécu des Humains (à se demander si cette espèce est représentée encore sur terre de nos jours !). Louis Pasteur non plus n'était pas médecin mais un brillant chimiste.

Edison prédisait ainsi que le génie

de l'Homme aura raison de tous les dangers pour sa santé en les évitant essentiellement par la connaissance de leurs causes. Cependant, et malgré les immenses victoires dans ce dernier domaine, il semble que nos sociétés modernes, partout dans le monde d'ailleurs mais heureusement à des degrés variables, accordent la priorité à affronter plutôt les conséquences de ces dangers consommés, moyennant des moyens très coûteux mais avec des résultats parfois peu probants et ce au détriment de leur prévention pourtant peu coûteuse et aux résultats garantis. Qu'en est-il justement de la situation dans notre pays ?

En Tunisie, dès l'indépendance, comme on le sait, deux secteurs ont bénéficié de la priorité absolue dans l'effort de développement Humain à savoir l'éducation et la santé où l'accent a été mis surtout, et à côté de la création des hôpitaux, des facultés et des écoles de santé, sur la création d'un solide réseau de santé de base pénétrant jusqu'aux patelins les plus reculés aux quatre coins du pays avec des programmes nationaux de prévention axés sur l'éducation sanitaire, les vaccinations, le dépistage des infections endémiques-tuberculose, leishmaniose etc- et la planification familiale. Dans le même temps, ont été instaurés les services de médecine de travail dans les entreprises pour la surveillance et la promotion de la santé des salariés et la prévention des risques professionnels et ce par le décret du 25 octobre 1956, soit à peine trois mois après la promulgation du code du statut personnel. La médecine du travail Tunisienne a pu ainsi se dé-

velopper et presque éradiquer dès les années quatre vingt de graves et redoutables maladies professionnelles tels le saturnisme, la silicose, Les parasitoses professionnelles.. Ses actions se sont depuis orientées vers la prévention d'autres risques émergents comme la surdité professionnelle, l'asthme, les dermatoses, les troubles musculo-squelettiques, les cancers professionnels et les accidents du travail. Et il est du minimum de l'honnêteté intellectuelle que de reconnaître que c'est grâce à ces actions préventives de longue haleine ayant touché tous les Tunisiens où qu'ils se trouvaient et sur le même pied d'égalité que nous devons notre situation actuelle quant aux profils démographique et sanitaire de la Tunisie moderne qu'on peut qualifier d'assez confortables ou pour le moins de très satisfaisants.

Cela c'était sur les années soixante, soixante dix et quatre vingt ; plus de trente années d'une médecine préventive et communautaire très peu budgétivore mais très rentable dont la mise en œuvre n'aurait été si réussie sans la détermination et le courage politique de l'État visionnaire et nationaliste dont les hommes à la barre à cette époque savaient qu'il ne serait peut être plus là pour voir et cueillir les bénéfices de ces actions (du moins pour bon nombre d'entre eux). La prévention étant un investissement très peu coûteux mais rentable seulement sur le long terme.

Pour autant, et après avoir engrangé les dividendes de cette politique préventive volontariste et agissante, la société Tunisienne devait faire face de plein

1) Citation tirée de la lettre électronique périodique de Monsieur Jean-Marc Dupuis « santé, nature, innovation » de la revue du même nom.

front aux nouveaux défis pour la santé émergeant du fait de la mutation épidémiologique dès les années quatre vingt dix, dysnutrition, tabagisme et leurs corollaires : syndrome métabolique, obésité, maladies cardiovasculaires et cancers, à coté des accidents de la route devenus en fait ce qu'on pourrait appeler et à juste titre la délinquance ou même parfois la criminalité routières. La réponse de l'Etat- alors juste gestionnaire- à ces fléaux dont la fréquence ne cessait d'augmenter a été essentiellement axée sur l'encouragement du développement d'un réseau de soins traitants : hôpitaux publics et cliniques privées. C'est une très bonne chose qu'il fallait faire de toutes les façons et à l'arrivée on pouvait se vanter de disposer dans les grandes villes et les sites touristiques de structures de soins de qualité pour les Tunisiens et à l'exportation même. Le système de santé Tunisien s'est ainsi investi dans une démarche favorisant une médecine de soins de deuxième et de troisième lignes hyper consommatrices de médicaments et de matériel médical toujours plus performants et sophistiqués et par conséquent de plus en plus coûteux.

Les possibilités budgétaires de l'État étant limités et modestes, et malgré la bonne volonté des gestionnaires, cette orientation a abouti à la situation caractérisée : 1- d'abord par le criant déséquilibre à l'accès aux soins entre les régions 2- une médecine à plusieurs vitesses même au sein des régions favorisées 3- par la conséquence inéluctable sur le secteur public (hôpitaux et réseau de santé de base) débordé et essoufflé avec parfois un état de déliquescence et de délabrement de la structure et des moyens 4-enfin la disproportion entre le développement d'une médecine traitante aux lourdes dépenses pour la collectivité (secteur public et privé réunis) et de timides actions peu vigoureuses d'une médecine de prévention dont on ne voit d'ailleurs pas d'impact palpable et influant dans les faits et sur le terrain.

Cet état des choses ne pouvait qu'être préjudiciable d'abord pour la santé du Tunisien qui n'a pas de prix et qui est l'objectif central et en second lieu pour les finances du pays qui ne pourront plus supporter les coûts engendrés.

Certes, aujourd'hui il est urgent et même impérieux de pallier aux graves

insuffisances structurelles et organisationnelles actuelles du réseau des soins à travers tout le pays. Cependant la mise à niveau qui en résultera sera inéluctablement rattrapée par l'augmentation incessante de la fréquence des maladies si on continue sur le mode évolutif actuel de notre profil épidémiologique.

La logique et le bon sens nous imposent alors qu'il faudrait sans délai agir afin de maîtriser l'incidence des affections - maladies et accidents - et ce par une vraie stratégie nationale de la prévention pour la santé.

Oui pour des infrastructures de soins publiques et privées équipées d'un matériel performant et de pointe, oui pour mettre à la disposition du Tunisien les meilleurs médicaments les plus efficaces, oui pour des centres de traumatologie et de dialyse en nombre suffisants dans toutes les régions mais à la condition que toutes ces bonnes mesures soient assorties et encadrées par une courageuse politique de prévention vigoureuse et efficace, pensée, impulsée et mise en œuvre par « l'État visionnaire » en plus de celui gestionnaire avec une projection sur un avenir de dizaines d'années.

Ainsi on aura de fortes chances de gagner la course et rattraper le rêve d'assurer équitablement une très bonne santé pour tous les Tunisiens en disposant de tous les moyens nécessaires à cet objectif.

**Plus de prévention
=
Moins de souffrances,
moins de médecine,
moins de dépenses**

On pourrait imaginer, pour réaliser cet objectif, la création d'une commission nationale dédiée à la prévention pour la santé qui aura la charge de tracer, piloter et coordonner notre politique en la matière. Elle aura non seulement à diligenter des recherches épidémiologiques, à élaborer des statistiques, mais aussi et surtout à réfléchir à une stratégie de terrain qu'il faudra déployer selon des objectifs précis à réaliser. Cette commission devra impliquer les réseaux publics de santé et les médecins libéraux ainsi que les institutions privées et ce à travers des contrats pro-

grammes à résultats quantifiés garantis qu'elle veillera à mettre en œuvre et à en superviser le suivi pour aboutir notamment à :

- Améliorer la qualité de la nutrition actuellement catastrophique du Tunisien afin de maîtriser la progression de l'obésité, du syndrome métabolique, des maladies cardiovasculaires et des cancers ;

- lutter efficacement contre le tabagisme actif par tous les moyens médicaux et psychologiques possibles et surtout contre le tabagisme passif et ce notamment par l'application stricte et sans concession de la loi antitabac qu'il importe d'améliorer d'ailleurs et ceci afin de maîtriser les mêmes maladies cardiovasculaires encore, les affections respiratoires, et les cancers de tous genres avec en premier le cancer bronchique.

- impulser avec les autres partenaires une nouvelle dynamique pour la prévention routière qui soit réellement efficace pour contrer cette sinistre hécatombe qui se reproduit inlassablement sur nos routes et qui ne fléchit même pas et neutraliser cette délinquance routière où justement le facteur humain est responsable de 80% des forfaits. Ici encore il faut veiller à faire observer la stricte application du code de la route où les sanctions méritent d'être revues et durcies pour les rendre plus dissuasives.

- pour qu'un jour proche viendra où les personnels soignants-médecins de tous les rangs, grades et spécialités, infirmiers, éducateurs sanitaires- bien formés d'abord à cela sur les bancs des facultés de médecine (formation de base, formation continue,...) et des écoles de santé, se rappelleront devant tout malade de la réflexion de Thomas Edison ci-dessus et l'adopteront comme une règle d'or de bonne pratique dans leur exercice de tous les jours. La recherche médicale nous ayant permis de connaître maintenant la plupart des causes des maladies curables et non curables, il est inconcevable et intolérable de ne pas le faire. D'autant que cela- la prévention- est justement le seul recours valable pour combattre efficacement celles qui restent incurables ou très peu dont les cancers.